



Editorial	1	Renforcement des capacités d'analyse des politiques agricoles	9
Validation de la stratégie d'harmonisation de l'approche CEP au Burundi	2	Ils ont dit	10
Renforcement des capacités d'analyse et de développement des capacités en produits forestiers non ligneux	3	Un Club Dimitra apprend l'installation d'un kitchen garden	11
Les activités confiées à la FAO dans le cadre du PROPA-O avancent bien	4	Une nouvelle figure à la coordination du FBSA/Moso	12
Petit « kitchen garden » est devenu grand, Dieu lui a prêté vie!	5	Sensibilisation des utilisateurs de CountrySTAT-Burundi	13
Les clubs Dimitra s'offrent un nouveau souffle à Kinshasa	6	Grâce aux champignons, la vie à Nkurye a changé	14
Bon à savoir sur les pesticides et les aflatoxines	7	Projet Tamp Kagera : une autre vitesse	15
Vulgarisation des kitchen gardens avec l'appui des Nations Unies	8	Eradiquer la peste des petits ruminants pour 2030	16
		Projet multi acteurs dans les provinces de Ngozi et Mwaro	17

EDITORIAL

Chers lecteurs,



Voici le nouveau numéro de notre bulletin FOCUS vous brochant les réalisations phares de la FAO Burundi pour le premier trimestre de l'année 2015.

Dans ce numéro, nous mettons en exergue nos réalisations dans les domaines des aménagements, la promotion des produits forestiers non ligneux, la promotion des jardins de cuisine ou kitchen gardens, les mouvements coopératifs, et bien d'autres.

A travers tout cela, nous essayons de redonner de la dignité et de l'espoir aux ruraux pauvres et vulnérables.

Bonne lecture

Mohamed HAMA GARBA

Représentant de la FAO au Burundi

VALIDATION DE LA STRATEGIE D'HARMONISATION DE L'APPROCHE CEP AU BURUNDI



Ouverture de l'atelier par l'Assistant au MINAGRIE, M. Boniface MWIKOMO (2ème à droite)



Vue des participants

L'approche des Champs Ecoles Paysans (CEP) a été introduite au Burundi, en 2008 par le FIDA qui a sollicité l'appui technique et méthodologique de la FAO dont l'expérience et l'expertise en la matière sont de notoriété publique en tant qu'organisme initiateur de l'approche. Depuis cette date, beaucoup d'acteurs impliqués dans le développement agricole ont commencé eux aussi à appliquer l'approche CEP mais d'une manière non concertée et avec des différences au niveau des normes, des pratiques et de la méthodologie. Pour remédier à cette situation, une collaboration entre le FIDA, le gouvernement et la FAO a été établie dont l'objectif est l'harmonisation de cette approche CEP, son renforcement et son développement au niveau national sur base des expériences conduites par le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MINAGRIE) et ses différents partenaires ainsi que le renforcement des capacités des cadres du programme PNSADR-IM et des agents du MINAGRIE impliqués dans la mise en œuvre des CEP.

Pour atteindre cet objectif, une équipe d'experts internationaux en CEP a été mandatée par la FAO pour effectuer trois missions au Burundi. L'objectif de la première mission, qui s'est déroulée du 16 au 30 janvier 2015, était de faire un diagnostic de la situation de l'utilisation de l'approche CEP par les différents partenaires sur le terrain ainsi que des potentielles contraintes pour le développement de cette approche au Burundi. Au terme de cette mission, un rapport provisoire contenant (i) les constats effectués dans le cadre du diagnostic, (ii) la stratégie pour l'harmonisation de l'approche CEP, son renforcement et son développement au niveau national, (iii) le feuille de route de cette stratégie ; (iv) le renforcement des capacités en utilisant l'approche CEP dans les deux sous composantes du PNSADR-IM, a été produit. La deuxième mission visait à valider le contenu de ce rapport.

Lors de l'atelier de validation de cette stratégie, honoré par l'Assistant du Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage, des cadres du MINAGRIE et des représentants d'ONG œuvrant dans le secteur agricole, le Représentant de la FAO, Mohamed HAMA GARBA, a indiqué que l'absence d'un mécanisme de coordination et de concertation entre divers

partenaires appliquant l'approche CEP constitue « un handicap majeur pour l'atteinte des objectifs de développement durable du secteur agricole au Burundi ».

Une mention spéciale pour les CEP au Burundi

La première mission a réalisé qu'il existe déjà au Burundi un dispositif d'animation des CEP à travers des maîtres-formateurs et des facilitateurs. Les organisations des producteurs manifestent également un dynamisme basé sur une vision sur un certain nombre d'années. Les thématiques des CEP ont été trouvées bien riches et variées : l'agriculture, l'élevage, la nutrition, la conservation durable, l'agroforesterie, la fertilisation, pour ne citer que celles-là. Cette mission apprécie également une forte intégration des différentes thématiques et secteurs ajoutée à une diversité d'acteurs. Cela a également été une mention positive de trouver que le personnel des projets est financé par des partenaires techniques et financiers. Il existe également des prestataires de services pour l'animation des CEP à travers notamment un système décentralisé.

Mais, des défis ne manquent pas ! La stratégie d'harmonisation de l'approche CEP

La stratégie d'harmonisation de l'approche CEP prévoit, pour contourner les défis rele-

Parmi les défis à signaler, citons notamment la disparité des périodes de formation des facilitateurs entraînant des impacts négatifs sur leurs compétences. Le perfectionnement des facilitateurs des CEP est encore relégué au deuxième plan, au moment où les curricula des CEP restent non harmonisés et compliqués dans certaines régions. Le pays accuse aussi une insuffisance de Maîtres-Formateurs à côté d'une implication très limitée des structures pérennes de l'Etat au niveau central et dans les provinces (Direction chargée de la vulgarisation, ISABU, DPAE) qui hypothèquent les activités des CEP. Un autre défi non moins important est la faible liaison Recherche-Vulgarisation.

vés, une intervention autour de quatre axes. Le premier est l'institutionnalisation de l'ap-

proche CEP qui devra résulter de la mise en place d'un cadre de concertation des acteurs impliqués dans les projets CEP, la mise sur pied d'un comité de pilotage fonctionnel auprès du MINAGRIE et la mise en place d'une unité opérationnelle au niveau des provinces.

Le deuxième axe est la mise sur pied d'un dispositif d'animation des CEP. Il envisage un mécanisme de formation des maîtres formateurs, la formation des facilitateurs sur les techniques d'animation des CEP, un système durable de recyclage des animateurs de CEP (maîtres formateurs et facilitateurs) et un dispositif de suivi évaluation. Le troisième axe est une documentation de référence sur les CEP qui prévoit l'élaboration, pour les facilitateurs, d'un guide méthodologique harmonisé pour la conduite des CEP. Le même axe envisage un système de révision des curricula de formation (intégrant les aspects techniques et pédagogiques). C'est un axe qui va capitaliser et diffuser les cas de succès des CEP

Le dernier axe est un mécanisme de pérennisation des activités des CEP engagé à rendre fonctionnel un réseau d'animateurs CEP. L'axe renforcera, puis mettra en réseau et connectera aux marchés les producteurs ayant participé aux formations CEP. Il incorporera l'approche CEP dans les politiques et programmes nationaux de développement agricole avec un budget indicatif. L'Assistant du Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage, Boniface MWIKOMO, salue l'initiative de la FAO pour avoir regroupé des spécialistes multidisciplinaires pour enrichir et s'approprier de cet outil de gestion harmonisée des interventions des CEP. « L'acquisition de ce document constituera un puissant outil pour impulser l'augmentation de la production agro-sylvo-zooteknique ainsi que la préservation des ressources naturelles. Et si la production est bonne, elle contribue à la lutte contre la pauvreté et soulage la misère de la population », a indiqué MWIKOMO. La FAO quant à elle se dit disponible à soutenir le Gouvernement dans les recherches de solutions durables.

Barnabé NDAYIKEZA

Du 16 au 26 février 2015, une mission régionale du projet « Renforcement de la contribution des produits forestiers non ligneux à la sécurité alimentaire en Afrique Centrale » (GCP/RAF/479/AFB) était venue au Burundi pour participer au renforcement des capacités des bénéficiaires du projet, identifier les PFNL spécifiques pour le Burundi, mais également épinglez les problèmes majeurs sur les sites pilotes du projet pour qu'après, des voies de sortie soient tracées. Le Coordinateur régional du Projet, M. Ousseynou NDOYE (O.N) se dit très satisfait de l'étape franchie par le projet au Burundi. Le Responsable de la Cellule de Communication de la FAO au Burundi, M. Barnabé NDAYIKEZA(B.N), a profité de la présence de cette mission pour lui demander d'évaluer les résultats du travail qu'elle vient de réaliser. Il s'est entretenu avec M. Ousseynou NDOYE, Coordinateur du projet ci



M. Ousseynou NDOYE, Coordinateur régional du projet

BN. Monsieur le Coordinateur Régional, quels étaient les objectifs de votre mission au Burundi?

O.N. Les objectifs de la mission étaient d'abord de former les acteurs directs et indirects impliqués dans les filières ou chaînes de valeur- PFNL des deux sites pilotes du projet, à savoir, Rumonge-Bururi et Kibira, sur les grandes lignes de l'approche Analyse et Développement des Marchés (ADM). Notre mission était aussi centrée sur la nécessité d'échanger sur les activités à mener à la suite de la formation sur l'approche ADM.

B.N. Quels sont les principaux PFNL pour le cas du Burundi et comment le projet va-t-il les appuyer?

En s'appuyant sur les deux sites pilotes du projet, les PFNL les plus importants au Burundi sont à deux. Il y a d'abord, sur RUMONGE - BURURI les champignons, les plantes médicinales, le miel, le maracuja, le myrianthus et le rotin. Et puis le site de la réserve de KIBIRA où l'on trouve le maracuja, le bambou, le miel, l'« inderama » ou le *Basela alba*, la paille ou le *Cyperus*, l'« isogo », l'autre légume et le champignon. Pour le site de RUMONGE-BURURI, des Plans de Développement d'Entreprise (PDE) ont été élaborés pour les champignons, les plantes médicinales, le miel, le maracuja et le myrianthus et seront appuyés par le projet. Pour le rotin, les appuis du projet seront fournis pour sa domestication.

Quant au site de KIBIRA, des PDE ont été élaborés pour le maracouja, le miel, les champignons, le cyperus et seront appuyés par le projet; des PDE ont été également élaborés pour l'« inderama », l'« isogo » et le Bambou, mais ils ne seront pas appuyés par le projet dans l'immédiat. Pour l'inderama et l'isogo, le projet n'appuiera la mise en œuvre des PDE que si les populations concernées sont regroupées en associations reconnues par l'administration forestière et qu'un cahier des charges soit défini avec le Conservateur du Parc de la Kibira. Pour le bambou, compte tenu de sa sensibilité actuelle et des menaces

de disparition qui pèsent sur cette ressource, le projet a décidé de ne pas appuyer la mise en œuvre des PDE élaborés, mais pourra, en collaboration avec l'administration forestière, appuyer la mise en place d'une association de Batwa qui sera autorisée à collecter le bambou mort pour la vente et en retour aider l'administration forestière dans la traque des individus qui entrent dans la réserve de manière illégale.

B.N. Ya-t-il des défis particuliers sur les sites pilotes ? Si oui, quels sont les atouts et moyens envisageables pour les contourner?

Les principaux défis sur les sites pilotes sont d'abord, la pauvreté des populations vivant autour des réserves forestières et des parcs dans les sites du projet au Burundi. Ensuite, il y a un manque de terres pour pratiquer l'agriculture, surtout pour les peuples autochtones (Batwa) autour de la Kibira. Il faut également signaler cette protection accrue des réserves forestières et des parcs par l'administration forestière. Les populations qui pénètrent dans les réserves et les parcs à la recherche de PFNL sont traquées, leurs produits saisis ; elles sont emprisonnées dans la plupart des cas surtout pour le bambou et le rotin. Dans les marchés de la province de Kanyanza, les PFNL sont également saisis par l'administration forestière et les forces de maintien de l'ordre.

Toutes ces considérations font que la collaboration est très difficile entre l'administration forestière et les populations riveraines des réserves et des parcs. La tension est plus accentuée dans le site pilote de la Kibira. La principale préoccupation est de trouver une réponse à la question de savoir comment améliorer le bien-être des populations et en même temps préserver les ressources forestières des réserves et des parcs de Rumonge-Bururi et de la Kibira. L'utilisation de l'approche ADM pourrait être une voie possible pouvant apporter des éléments de réponse à cette préoccupation ?

B.N. Vous avez encadré deux formations identiques ces dernières semaines, sur quoi étaient centrés les modules de formation?

O.N. Les modules enseignés englobent notamment : la définition des PFNL et leur contribution dans la lutte contre la pauvreté et le renforcement de la sécurité alimentaire des populations ; la présentation de l'approche Analyse et Développement des Marchés (ADM) ; l'élaboration du circuit de commercialisation des PFNL phares de chaque site pilote. Des exposés sur la notion de groupes professionnels organisés, structurés, fonctionnels et dynamiques ; le cadre légal régissant le secteur des PFNL au Burundi ; les différentes formes de groupements (associations, GIC, GIE, ONG etc.) ; les dispositions prises par le gouvernement pour le développement des groupe-

ments ont été faits et sur calcul des objectifs financiers d'un groupe d'entrepreneurs; l'élaboration des Plans de Développement d'Entreprise (PDE) a également été traitée. A cette formation ont participé activement les Ministères chargé de l'eau, de l'environnement, de l'agriculture et élevage ainsi que du commerce.

B.N. Quelle sera la suite de cette formation, d'abord pour les bénéficiaires et puis pour les gestionnaires du projet ?

O.N. Pour les bénéficiaires, il s'agira de faire la restitution de la formation dans les collines des deux sites pilotes et l'élaboration de nouveaux PDE autour des principaux PFNL; appui à la structuration des groupements ; appui des groupements à la mise en œuvre des PDE élaborés ; appui des groupements en gestion durable des PFNL, à savoir, la domestication et la production des plants et leur incorporation dans les espaces agraires. Pour les gestionnaires du projet, il s'agira de collaborer avec le projet champignon de la FAO Burundi pour la domestication du champignon dans les sites pilotes du projet ainsi que de poursuivre les échanges avec le projet maracuja pour mieux cibler la stratégie d'intervention du projet sur ce PFNL; poursuivre les discussions

Le Burundi fait partie des pays du projet où la mise en œuvre des activités est très satisfaisante

avec l'administration forestière pour la domestication du rotin et du bambou ainsi que la mise en place d'associations reconnues qui pourront être autorisées à collecter les PFNL dans les réserves et les parcs selon un cahier des charges élaboré de commun accord avec les populations.

B.N. Comment classeriez-vous le Burundi par rapport aux autres pays bénéficiaires s'agissant de la mise en œuvre du projet ?

Le Burundi fait partie des pays du projet où la mise en œuvre des activités est très satisfaisante grâce notamment à l'engagement des communautés et surtout des femmes et des Batwa, et de l'appui de la Représentation de la FAO au Burundi et du Gouvernement. Je signale en passant que ce projet est venu contribuer à la réduction de la pauvreté, à l'amélioration de la sécurité alimentaire et à la gestion durable des forêts en Afrique Centrale en général, au Burundi, en Guinée Equatoriale, au Rwanda, à Sao Tomé et Principe et au Tchad en particulier par le biais de la valorisation des PFNL par les populations locales.

Le « Projet d'appui pour l'accélération de l'atteinte de l'objectif du millénaire pour le développement, 1c » GCP/BDI/031/EC a déjà enregistré des résultats intéressants sur terrain depuis son lancement officiel le 31 mai 2013.

Des objectifs clairs et salutaires.

Le projet s'est assigné comme objectif global de contribuer à accélérer les progrès vers la réalisation des OMD-1c, c'est-à-dire, « réduire de moitié la proportion de personnes qui souffrent de la faim à l'horizon 2015 au Burundi ». Le projet vise spécifiquement à assurer l'accès aux parcelles de marais à 4 600 ménages vulnérables au sein des rapatriés vivant dans les villages ruraux intégrés et de la communauté d'accueil par l'aménagement de 460 ha de marais. Ce même projet devra également assurer la protection des marais, l'accroissement de la production et de la productivité agricole dans les terres de marais et sur 1 380 hectares de bassins versants et accroître la disponibilité en essences ligneuses, source d'énergie, de matériaux de construction et de revenus additionnels.

La disponibilité et l'accessibilité en intrants agricoles par le soutien à la professionnalisation des boutiques d'intrants, le repeuplement du cheptel est un autre objectif spécifique poursuivi par le PROPA-O, à côté de la contribution à l'amélioration des revenus et des moyens d'existence par la valorisation de la production agricole et connexion des producteurs aux marchés. Dans ses axes transversaux, le projet vise à assurer le renforcement des capacités à travers des formations classiques, les visites d'échange d'expériences, et la mise en place des Champs-Ecole Fermier.

D'importantes réalisations déjà !

Sous les objectifs énoncés ci-haut, la composante amélioration de la production et de la productivité agricole exécutée par la FAO contribuera à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des bénéficiaires dans les provinces de Rutana et Makamba. Cette composante a jusqu'ici déjà enregistré d'importantes réalisations. C'est le cas, pour la sous-composante « Aménagement, gestion des marais et bassins versants ». L'on citerait par exemple l'achèvement des travaux d'aménagement de 53 hectares du marais de Nyabarere en commune Nyanza-Lac qui a permis l'installation de champs rizicoles.



Aménagement du marais de Nyabarere (Nyanza Lac)

sont terminés. Pour le canal tête morte, il reste le revêtement par du moëllon de colline avec mortier de ciment.

Les grands travaux qui restent à faire sont la fondation proprement dite en béton armé ; l'élévation du corps du barrage en béton armé avec tous les accessoires ; l'installation des vannes métalliques et de batardeaux en bois, la protection en gabions des murs en aile ; la construction d'une guérite pour l'aiguadier. Pour le réseau d'irrigation, les travaux sont à plus de 60% de réalisation.

Pour les pistes d'accès au marais, l'implantation des axes de pénétration pour les pistes périmétrales, l'abattage d'arbres et débroussaillage et la mise en place de la plate-forme de piste et inclinaison des talus par la niveleuse ont été faits; l'approvisionnement en latérite pour la mise en place d'une couche de roulement en latérite compactée est en cours de finalisation.

Des bassins versants pour la protection de ces marais sont également en cours d'aménagement (creusement et végétalisation par les éclats de souche de *Tripsacum* ou *Bana grass* et par des plants agroforestiers. Pour le marais de Nyanza-Lac, les travaux d'aménagement des bassins versants (159 ha) sont à environ 47 pour cent de réalisations, tandis que pour le marais de Mukazyze (900 ha), le taux de réalisation de l'aménagement est estimé à 50 pour cent et celui de Kibayayu (300 ha) à 46%. Concernant la sous-composante « Appui à la mise en valeur agricole », volet « Renforcement des capacités techniques des producteurs », 32 Champs Ecoles Paysans ont été mis en place après la formation de leurs membres. Pour le volet « Amélioration de l'accès aux intrants », des semences maraichères ainsi que du matériel agricole ont été mis à la disposition des bénéficiaires pour l'installation de jardins potagers et des kitchen gardens en particulier (plus de 500 jardins de case déjà installés) pour aider dans la lutte contre la malnutrition dans la zone du projet. Les bénéficiaires adhèrent entièrement à cette initiative qu'ils jugent de très « louable et salubre ».

Dans le cadre de la sous-composante « Appui à la gestion et l'amélioration du cheptel », il y a déjà eu identification des futurs acquéreurs des bovins et porcs ainsi que la catégorisation des ménages vivant dans la zone du projet. Le bétail prévu pour la distribution dans la zone FAO est de 212 bovins et 235 porcins pour 447 ménages bénéficiaires directs. Une identification des futurs agents



Bassin versant aménagé de Kibayayu

communautaires de santé animale (ACSA) a été faite dans les différentes localités pour le suivi zoonosanitaire.

Il est prévu de recruter un ACSA par colline. Rappelons

que le projet est mis en œuvre dans les communes Nyanza-Lac et Mabanda dans la province de Makamba et la commune Giharo de la province Rutana. C'est un projet multi acteurs impliquant le Gouvernement (MINAGRIE), les Agences des Nations Unies, spécifiquement la FAO, UNICEF et le PAM ainsi que d'autres Organisations Non Gouvernementales. Une identification des futurs agents communautaires de santé animale (ACSA) a été faite dans les différentes localités

Barnabé NDAYIKEZA

« Il est impossible d'améliorer la nutrition sans la sécurité alimentaire. Et il est impossible de parvenir à la sécurité alimentaire si les systèmes alimentaires ne gagnent pas en efficacité »

José Graziano da Silva

Célébration de la Journée mondiale de l'alimentation, 16 octobre 2013

<http://www.fao.org/about/who-we-are/director-gen/fr/>

PETIT « KITCHEN GARDEN » EST DEVENU GRAND, DIEU LUI A PRETE VIE!



©FAO/Cutstave

Kitchen, Garden de la FAO, qui au début avait cette apparence en haut, est devenu adulte. Comme nous l'avions prédit, il est vraiment choyé par sa famille dont les nombreux espoirs placés en lui sont devenus plus que réalité. Cette famille, surtout ceux qui l'entretiennent, continuent à se régaler de ses produits.



©FAO/Bamabé

Kitchen Garden produit moult légumes: oignons, carottes, épinards, amarantes, que sais-je encore!

Son apparence verdoyante et prospère harmonise avec le bâtiment de sa « famille: la FAO-Burundi ».

Un kitchen garden modèle au bureau de la FAO

Il est devenu si joli qu'il attire la curiosité des visiteurs, petits et grands. Nombreux d'entre eux demandent même comment l'avoir chez eux.



©FAO/Bamabé

Photo de famille au sortir d'une réunion d'évaluation des Champs Ecole Paysans: en blanc et touchant le kitchen garden, la Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage, Mme Odette Kayitesi

SAGESSE AFRICAINNE

Même le poisson qui vit dans l'eau a toujours soif (Cameroun).

Le soleil n'oublie jamais un village même s'il est petit (Gabon).

Là où le cœur est, les pieds n'hésitent pas à y aller (Togo).

Quand le singe voit un beau fruit dans l'arbre et qu'il ne peut pas s'en saisir, il dit que le fruit est pourri (Congo Brazzaville).

Le panier du pêcheur sent toujours le poisson (Côte d'Ivoire).

La jambe gauche marche toujours à gauche (Kenya).

Se tromper de chemin c'est apprendre à connaître son chemin (Tanzanie).

Ce n'est pas le jour de la chasse qu'il faut élever un chien (Niger).

Si tu regardes ton enfant, tu verras ses questions avant de les entendre (Sénégal-Sérère).

Si tu sors de la forêt en même temps que le buffle, sache monter à l'arbre (République Centrafricaine).

Celui qui te devance d'une nuit, te devance d'une ruse (Maroc).

Si quelqu'un fait semblant de mourir, il faut faire semblant de l'enterrer (RDC).

Le grain du maïs a toujours tort devant une poule (Bénin).

L'eau chaude n'oublie pas qu'elle a été froide (Burundi).

Compilation
Baudelaire NDAYISHIMIYE

LES CLUBS DIMITRA S'OFFRENT UN NOUVEAU SOUFFLE A KINSHASA



La Famille Dimitra à
Kinshasa

Dans le cadre des activités du programme Dimitra-FAO, un atelier d'expert-e-s internationaux des Clubs Dimitra (CD) a été organisé du 2 au 6 février 2015 à Kinshasa, République Démocratique du Congo (RDC), sous le patronage de Mr Ndiaga Gueye, Représentant de la FAO dans ce pays. Désormais sous la coordination de Mme Christiane Monsieur (après le travail de Mme Eliane Najros, pionnière de l'approche), le Programme Dimitra vient de réussir son pari. Il vient en effet de réunir les hommes et les femmes qui, depuis plusieurs années, ont participé de près ou de loin à la mise en œuvre de l'approche Dimitra, en l'occurrence l'équipe Dimitra basée au siège de la FAO à Rome, les coordonnateurs nationaux des Clubs Dimitra au sein de la FAO, des représentant-e-s des ONG partenaires, des responsables de radios communautaires partenaires et même des leaders de Clubs Dimitra, en provenance du Burundi et de plusieurs provinces de la RDC.

L'objet de la rencontre était de permettre un échange d'expériences sur des questions méthodologiques variées liées aux Clubs Dimitra. Les approches utilisées dans chaque pays présentées et les échanges seront la base pour développer un guide méthodologique des Clubs Dimitra de la FAO. Ce guide d'options sera publié au mois de juin sous divers formats.

La réunion des expert-e-s des Clubs Dimitra intervient après plusieurs années de mise en place des Clubs Dimitra et consécutivement au constat de la nécessité de réfléchir ensemble sur les succès et difficultés de cette bonne pratique de communication participative de la FAO. Ces succès se sont traduits par une demande croissante à la FAO d'appui à la création des Clubs.

L'atelier été facilité par Pierre MARTINOT, consultant en communication de l'Institut Panos Grands Lacs. Il a été rythmé par ce que l'on a dénommé « les cinq chantiers de l'atelier méthodologique Dimitra », à savoir la réflexion, la méthodologie, la communication, le partenariat et les perspectives. Chaque chantier a permis d'approfondir et de clarifier des aspects méthodologiques de l'approche. Le contenu du programme était très riche et diversifié et a été examiné par l'utilisation d'une méthodologie très participative aux formats variés. Celle-ci comprenait des talk-shows radio et TV, des travaux en groupes homogènes et hétérogènes, des jeux de rôle, la production et présentation quotidienne d'une véritable émission radio dénommée *Dimitra infos*, constituée d'un rapport du jour et d'interviews de participant-e-s.

La rencontre a également permis de mettre en lumière l'alliance méthodologique entre l'approche Champs Ecoles Paysans (CEP) et celle des Clubs Dimitra et les liens qui ont commencé à se tisser entre elles. Tous les participants ont reconnu que les deux approches sont complémentaires et au service des populations rurales.

En outre, dans le cadre de la réunion, une table ronde a été organisée par Dimitra le 4 février 2015 sur le thème de la communication participative pour le développement rural. Plusieurs panelistes ont été invités à présenter des expériences novatrices dans ce domaine, issus du Gouvernement (Ministères de l'Agriculture et du Développement rural), des Agences des Nations Unies (UNICEF, FAO) et de la société civile congolaise. Les expériences tournaient autour de la promotion des populations rurales par des approches participantes variées, y compris

celle des Clubs Dimitra. Une discussion en plénière a clôturé la séance.

La réunion des expert-e-s des Clubs Dimitra de Kinshasa n'avait pas vocation de sortir immédiatement des recommandations. A la suite de cet événement, Dimitra va développer et partager de nouveaux outils en rapport avec la méthodologie de cette approche qui met en valeur le potentiel des populations rurales.

C'est finalement un cri de soulagement (cri : Clubs... réponse : Dimitra...) et de ralliement que la famille Dimitra a poussé au terme de cette réunion; tant son succès est éclatant. En effet, dans la famille Dimitra, dont la Mère adoptive s'appelle FAO, il y a des enfants, des clubs, qui ont près d'une dizaine d'années de vie (République Démocratique du Congo et Niger) et d'autres qui en sont aux premiers balbutiements (Burundi et Sénégal). Les membres de cette famille vivent à distance et pourtant leurs liens sont forts et sortent renforcés de cette première rencontre pour certains et retrouvailles pour d'autres.

Gustave NTARAKA

FIAT PANIS
DU PAIN POUR
TOUS

BON A SAVOIR SUR LES PESTICIDES ET LES AFLATOXINES

LES PESTICIDES

L'usage des pesticides au Burundi est évident. Ces pesticides deviennent une menace sérieuse pour les consommateurs. L'exposition aux pesticides peut causer à la fois des problèmes de santé sur le court terme (aiguë) et le long terme (chronique) pour les animaux et les humains.

Des études ont montré de fortes associations entre les pesticides chimiques et les problèmes de santé, en incluant les problèmes de fertilité, les défauts de naissance, les tumeurs cérébrales, les cancers du sein, de la prostate et du cerveau, les leucémies de l'enfant.

LES AFLATOXINES

L'aflatoxine est une mycotoxine produite par des champignons proliférant sur des graines conservées en atmosphère chaude et humide. Elle est nuisible aussi bien chez l'homme que chez l'animal et possède un pouvoir cancérigène élevé.

De très nombreux produits alimentaires destinés à l'homme ou aux animaux peuvent contenir des aflatoxines en quantité parfois importante : graines d'arachides, de maïs, de blé, de céréales diverses, d'amandes, de cacao, de café, de manioc, de soja.

Suite aux dangers causés par les pesticides ou les aflatoxines, beaucoup de pays comme ceux de l'Union Européenne ont mis des barrières commerciales fixant les taux d'aflatoxines ou de pesticides acceptables pour l'exportation dans leurs pays. L'entrée du Burundi dans la Communauté Est africaine lui impose d'avoir un laboratoire spécialisé pour un contrôle sérieux des importations et des exportations.

Lu pour vous dans « L'Aval de l'Agriculture Burundaise »,
(Novembre 2014), Bulletin mensuel du Centre National
de Technologie Alimentaire (C.N.T.A) par

Baudelaire NDAYISHIMIYE

AVEC L'APPUI DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES, LE GOUVERNEMENT VULGARISE LES KITCHEN GARDENS, EN PRECHANT PAR L'EXEMPLE

Dans le cadre de la mise en œuvre de la composante 2 du projet conjoint (FAO, PAM, OMS et UNICEF) de lutte contre la malnutrition en province de Ngozi, une des activités menées par la FAO en collaboration avec les services décentralisés du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (DPAE) est la formation sur l'installation des kitchen garden et la vulgarisation de ces derniers au niveau des ménages.

Monsieur Mpabonimana Pierre et sa famille de la commune Kiremba, colline Kabari a été parmi les premiers à bénéficier des fruits des kitchen garden.

Avant que l'activité ne soit introduite dans la région, sa petite parcelle devant sa maison d'habitation était occupée par une pépinière mais suite à sa formation par un moniteur, il a vite adopté la



Des légumes en Mars -Avril 2015

pratique d'une façon exemplaire de telle sorte qu'il est devenu modèle dans la région. Ses enfants, grâce à l'apport nutritive des légumes provenant de son jardin de case, sont en bonne santé.

Non seulement les légumes produits servent dans l'alimentation mais également ils sont source de revenu pour la famille.

Les ménages environnants et ceux des communes limitrophes ont actuellement recours à Mpabonimana Pierre pour qu'il les aide à installer des jardins de case.

Depuis Octobre 2014 jusqu'à aujourd'hui, les légumes ne manquent pas dans son jardin de case; il fait seulement des rotations.

Devant les Bureau du MINAGRIE à Bujumbura, la FAO a facilité l'installation d'un kitchen garden modèle sur demande du Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage le 17 mars 2015.

La demande a été faite vu l'impact généré par les jardins de case au niveau des ménages, et ceci dans le but de vulgariser à grande échelle cette activité au niveau des ménages même urbains.



Le projet a, en collaboration avec le Système des Nations Unies, été élaboré par le Gouvernement du Burundi dans le but de maximiser les efforts dans la lutte contre ce fléau. L'objectif du projet est donc de réduire la malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans d'ici 2016 à travers des interventions clés de nutrition durant la période de fenêtre d'opportunité (de la grossesse à 24 mois).

Une des stratégies de mise en œuvre dans ce projet consiste à développer des synergies d'interventions entre les différents acteurs (FAO, PAM, OMS et UNICEF) autour des 5 principales composantes portant sur l'amélioration des pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant; l'amélioration de la production locale et la consommation d'aliments à haute valeur nutritive; l'amélioration du statut nutritionnel en facilitant l'accès de la population à des aliments locaux fortifiés; et l'amélioration de la prise en charge intégrée des maladies de l'enfant au niveau clinique et communautaire.



Légumes d' Octobre à Décembre 2014

Rappelons que la malnutrition au Burundi reste un problème de santé publique et de développement. Pendant qu'on enregistre une diminution de la malnutrition aiguë globale au cours de ces dernières années (6%), la malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans reste plutôt élevée; elle est estimée à 58% selon les résultats de l'Enquête Démographique et de Santé (EDS 2010). C'est l'un des taux les plus élevés du monde.

Spéciose NDIKUMANA

RENFORCEMENT DES CAPACITES D'ANALYSE ET DE SUIVI DES POLITIQUES AGRICOLES



Ouverture de l'atelier par M. Joseph NDUWIMANA, Secrétaire Permanent au MINAGRIE

Cette activité a eu lieu à travers un atelier organisé du 10 au 12 mars 2015 à Bujumbura par le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage avec l'appui de la FAO. La rencontre à laquelle ont participé notamment des cadres du Ministère de l'Agriculture et de l'élevage, les membres de l'équipe du Projet SAPAA ainsi que d'autres organisations partenaires, visait le lancement officiel du Programme de Suivi et Analyse des Politiques Agricoles et Alimentaires-SAPAA jugé très pertinent dans le contexte du Burundi.

Il était également question de former l'équipe technique du SAPAA à la méthodologie du programme en effectuant un transfert de connaissances. L'atelier devrait également permettre d'avancer sur le plan de travail SAPAA pour pouvoir publier les premiers résultats dans les mois à venir. Cette réunion visait également à informer les acteurs du développement agricole et alimentaire des objectifs du programme ainsi que sa démarche.

Le Programme SAPAA entend appuyer le MINAGRIE, les décideurs politiques et d'autres intervenants pour s'assurer que les politiques et les investissements sont entièrement favorables au développement agricole de notre pays, à l'utilisation durable des ressources naturelles et au renforcement de la sécurité alimentaire. « Il est particulièrement pertinent dans le contexte actuel du MINAGRIE, qui travaille à la revue du PNIA et à l'actualisation de la stratégie Nationale Agricole-SAN, et ses résultats serviront également de base de sectorielle », a indiqué M. Joseph NDUWIMANA, Secrétaire Permanent audit ministère, ajoutant qu'au niveau régional et africain, le programme « contribue à la mise en œuvre du programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) ».

Le projet SAPAA vise particulièrement à assurer que les politiques agricoles et alimentaires soient basées sur des informations fiables et des analyses rigoureuses et pérennes, générées par une équipe d'experts nationaux et mises en valeur à différents niveaux de gouvernance. Les informations obtenues grâce au projet SAPAA aideront le gouvernement du Burundi, non seulement à s'acquitter de ses engagements d'accroître la part du budget national destiné à l'agriculture et au développement rural, mais aussi d'allouer ces ressources de manière plus efficace. Il mettra en valeur des options de réformes au sein des différents fora pertinents pour la prise de décisions politiques dans le secteur agricole, dans le but d'aider et de nourrir le dialogue politique au niveau national, mais aussi aux niveaux régional et international.

Selon, Apollinaire Masuguru, Assistant du Représentant Chargé de Programme au sein de la Représentation de la FAO au Burundi, le projet SAPAA fait partie d'un vaste effort pour améliorer les capacités de suivi des politiques alimentaires et agricoles en Afrique et dans d'autres pays en développement, en s'appuyant sur l'expertise de l'OCDE, des partenaires techniques et institutionnels dans les pays participants et en collaboration avec d'autres institutions.

« Le programme vise à produire des mesures et analyses de l'impact des politiques sur le secteur agricole, qui soient pérennes et régulièrement mises à jour, afin de pouvoir appuyer les gouvernements



Vue de participants

dans la réforme des politiques agricoles et alimentaires qui représentent des contraintes pour le développement agricole, en particulier pour les petits producteurs », a indiqué Apollinaire MASUGURU.

Au Burundi, le projet impactera le développement d'un système de suivi qui fournira des informations cohérentes et comparables sur les politiques agricoles et alimentaires, les écarts de développement du marché et les dépenses.

Soulignons que le Programme est conjointement mis en œuvre par la Division de l'Economie du Développement Agricole de la FAO et la Direction Générale de la Planification Agricole et de l'Élevage du MINAGRIE, et en étroite collaboration avec le Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique, le Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et du Tourisme, le Comité National de Coordination des Aides, la Confédération des Associations Paysannes pour l'Auto-Développement, l'Institut de Statistiques et d'Études Economiques du Burundi, l'Université du Burundi et l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi.

Barnabé NDAYIKEZA

ALIMENTATION

"Pour un homme bien né, manger mal et boire mauvais est une humiliation comparable à un duel perdu"

Raymond Dumay, *Le guide du vin*, 1967

ILS ONT DIT

- L'homme sage apprend de ses erreurs, l'homme plus sage apprend des erreurs des autres.
(Confucius)
- Tout le monde échoue une première fois. Si tu ne connais pas l'échec, comment pourrais-tu connaître le succès ?
(Andy WACHOWSKI)
- Tu refuses de verser du sang pour ta patrie, les chiens te le boiront gratuitement et sans te remercier.
(Gabriel RUFYIRI)
- La politique c'est l'art d'empêcher les gens de se mêler de ce qui les regarde.
(Paul VALERY)
- Nos vrais ennemis sont en nous-mêmes.
(BOSSUET)
- Un bienfait perd sa grâce à le trop publier.
(Pierre CORNEILLE)
- Le vrai moyen d'être trompé, c'est de se croire plus fin que les autres.
(LA ROCHEFOUCAULD)
- Tout vient à point à qui peut attendre.
(Clément MARET)
- L'homme le plus heureux est celui qui fait le bonheur d'un plus grand nombre d'autres.
(DIDEROT)
- Le gouvernement a un bras long et un bras court ; le long sert à prendre et arrive partout, le bras court sert à donner, mais il arrive seulement à ceux qui sont près.
(SILONE)

Compilation
Baudelaire NDAYISHIMIYE

Sensibilisation des utilisateurs de CountrySTAT-Burundi

Faciliter l'accès par tous les utilisateurs aux meilleures statistiques agricoles



Ouverture par M. Joseph NDUWIMANA, Secrétaire Permanent au MINAGRIE

Sous forme d'un séminaire national, cette sensibilisation était organisée conjointement par le Gouvernement de la République du Burundi et la FAO dans le cadre du projet «Renforcement des capacités des Etats Membres de la Communauté d'Afrique de l'Est dans le domaine des Statistiques Agricoles pour la Sécurité Alimentaire». Ayant vu la participation des cadres du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, de la FAO, des Partenaires du Burundi et autres acteurs, cette sensibilisation était fondée sur le fait que les statistiques agricoles restent méconnues par plusieurs utilisateurs, bien qu'elles existent depuis des années. « Cette rencontre [du 19 février 2015 à Bujumbura], « marque le début un vaste programme de sensibilisation sur ce projet ». Le partage d'informations sur le projet est sensé accroître la visibilité du site web de CountrySTAT-Burundi et ainsi augmenter le nombre des visiteurs de cet interface » a indiqué, M. Joseph NDUWIMANA, Secrétaire permanent au MINAGRIE.

Le site, www.countrystatburundi.org, publie des statistiques sur nombreux thématiques à savoir la production, les prix, le commerce international, la consommation, la population, les intrants agricoles, les forêts pour ne citer que ceux-là.

Initié au Burundi en 2012 par la FAO et le Gouvernement du Burundi le Projet est coordonné par le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage à travers la Direction des Statistiques et Information Agricole.

Le projet a l'objectif de « promouvoir le partenariat entre différentes institutions statistiques au niveau du pays, notamment les instituts nationaux de la statistique, les ministères de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et des forêts, ainsi que d'autres institutions concernées, et renforcer les capacités, en vue de mettre en place un guichet unique, pour accéder facilement à l'ensemble des statistiques disponibles sur l'alimentation et l'agriculture dans le pays », a indiqué Apollinaire MASUGURU, Assistant du Représentant de la FAO, chargé du Programme. CountrySTAT contribuera à la croissance de la productivité agricole et une amélioration des conditions de vie des petits agriculteurs.

Un rôle multiforme de CountrySTAT

Selon MASUGURU, Country STAT permet de centraliser, harmoniser, uniformiser et valider des données aux niveaux national et sous-régional provenant de multiples sources, et de les intégrer dans une plate-forme commune. Il fournit une aide à la décision basée sur les faits et facilite une formulation appropriée de politiques de déve-

loppement. Ce projet contribue à l'amélioration de la qualité des données basées sur des normes internationales, afin d'assurer leur comparabilité, à côté de leur accès facile. Country STAT aussi permet de simplifier le processus, allant de la collecte à la diffusion des données, et de réduire le temps de publication. Ce projet favorise l'échange de données au sein des pays, entre les pays, et entre la FAO et les pays. Cet outil valorisera les données existantes par son utilisation accrue.

Le Gouvernement a la responsabilité d'assurer la pérennité de l'outil CountrySTAT-Burundi. Le Gouvernement via le MINAGRIE se dit disposé de « faciliter la collecte et l'harmonisation des données statistiques agricoles de qualité ». Le rôle des partenaires techniques et financiers dans la durabilité de la plateforme CountrySTAT a été souligné comme étant fondamental. Les medias ont à leur tour, été iden-



Présentation sur le projet Country STAT par M. Paul NGOMA Statisticien/FAO Rome

tifiés comme grand acteur dans la sensibilisation sur le projet.

Background

Le projet CountrySTAT est basé sur l'expérience de 50 ans de la FAO en matière d'expertise en statistiques agricoles, de développement et de mise en œuvre des bases de données mondiales sur l'agriculture «FAOSTAT» qui couvre plus de 200 pays et territoires. Il constitue aujourd'hui une référence pour tous les utilisateurs dans le monde.

Au niveau du Burundi, CountrySTAT est financé par l'Italie, tandis que son équivalent au niveau East africaine, l'EACSTAT, a bénéficié de l'appui de la Fondation Bill et Melinda Gates.

La Division Statistique au siège de la FAO à Rome appuie techniquement les pays membres de la FAO dans l'utilisation de l'outil et l'assurance de la comparabilité et l'échange des données et la coopération régionale dans ce domaine.



Photo de famille des participants

Barnabé NDAYIKEZA

GRACE A LA CULTURE DES CHAMPIGNONS, LA VIE AU VILLAGE RURAL INTEGRE DE NKURYE A CHANGE

Les interventions de la FAO en matière de myciculture génèrent un impact extraordinaire dans le Village Rural intégré(VRI) de Nkurye en Commune Giharo de la province de Rutana, grâce au dynamisme de l'Association de rapatriés dénommée « HAPPY ».



M. Mathias NDABEMEYE, président de l'association HAPPY.

En effet, cette association a loué une parcelle de 1.1 hectares pour y emblaver des semences de soja obtenues à partir de la commercialisation des produits de la myciculture appuyée par la FAO.

La production attendue est estimée à 1 tonne de soja dont le coût à la vente est de 1 800 F par kilo. « Nous allons nous réjouir d'un montant de 1 800 000 Fbu pour toute la production. Les fânes issues de la récolte du soja nous serviront pour la fabrication des substrats pour la culture des champignons », a indiqué Mathias NDABEMEYE, président de l'association HAPPY.

La même association a loué un terrain d'environ 1 hectare destiné à l'emblavement du riz. Cette association escompte obtenir au moins 1 tonne de riz comme récolte. La paille provenant de cette production sera utilisée comme substrat nécessaire pour la culture des champignons.

Entretemps, l'affiliation à une assurance maladie grâce aux ressources financières obtenues de la myciculture va bon train. En effet, les soins de santé qu'un membre payerait à 5000 Fbu sont ramenés à environ 800 Fbu grâce à l'affiliation à cette assurance.

A côté de ces réalisations, l'association HAPPY possède plus d'une vingtaine de chèvres obtenues grâce à la culture des champignons. A partir de cet élevage, ils ont pu démarrer un système d'entraide via une caisse sociale qu'ils ont mise sur pied.

Le bénéficiaire qui contracte un emprunt de 10 000 Fbu

pour un mois par exemple, remet 1000 Fbu de bénéfice à cette caisse pour l'aider à grandir.

« Toutes ces avancées des rapatriés de Nkurye reflètent l'impact indéniable des interventions de la FAO. Cet aspect cyclique des progrès de HAPPY caractérise donc la durabilité des interventions de notre organisation », a souligné Jean Marie BASUKO, responsable du volet Myciculture à la FAO-Burundi.

La FAO a, à travers son projet, transformé la vie des rapatriés depuis l'installation des Villages Ruraux Intégrés des provinces Bururi, Makamba et Rutana.

La misère de ces rapatriés était principalement liée au manque de terre arable. La FAO a initié de nombreuses actions pour aider ces rapatriés à contourner victorieusement ce défi foncier perçu comme un abîme infernal.

Nous citerons entre autres projets, le Projet « Appui à la viabilisation des Villages Ruraux Intégrés(VRI) dans le cadre du rapatriement et de la réintégration du Burundi,



M. Jean-Marie BASUKO, Responsable du volet Myciculture à la FAO-Burundi

composante sécurité alimentaire.

Barnabé NDAYIKEZA

VERTUES DES CHAMPIGNONS

- prévention du cancer
- rôle important dans la prévention du diabète
- pour maigrir
- bon pour la santé de notre peau et de nos cheveux
- bons pour le cœur!
- renforcent notre système immunitaire
- pour rehausser le goût naturel
- riches en protéines
- source importante de vitamines et de minéraux

Source: <http://docteurbonnebouffe.com/bienfaits-champignons-sante/>

QUAND UN CLUB DIMITRA DE LA FAO SOLLICITE ET APPREND L'INSTALLATION D'UN KITCHEN GARDEN

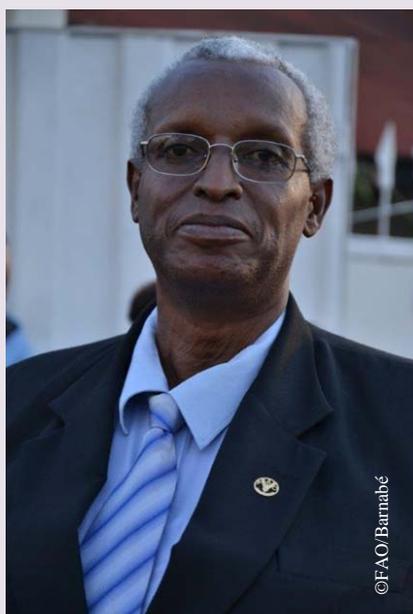
Cet apprentissage a eu lieu vendredi le 3 avril 2015 à Carama en commune urbaine de Kinama, en faveur du Club Dimitra Abasangirajambo. Cette activité a été effectuée sous la supervision de l'expert de la FAO en charge de la vulgarisation des Kitchen Garden dans le projet SUN à Ngozi, Mme Speciose NDIKUMANA, accompagnée du Coordinateur des Club Dimitra, M. Gustave NTARAKA de la même Organisation.

Les bénéficiaires, hommes et femmes, ont montré beaucoup d'intérêt et ont participé très activement dans cette activités. Avec l'appui du Système des Nations Unies, le Gouvernement du Burundi a la vision que tout ménage burundais se dote d'un kitchen garden, en vue de la réduction de la malnutrition.



Barnabé NDAYIKEZA

UNE NOUVELLE FIGURE A LA COORDINATION DU FONDS BELGE POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE-FBSA MOSO



M. Nabor BARANCIRA,
Nouveau Coordinateur du FBSA MOSO

Le Programme multi acteurs « Fonds Belge pour la Sécurité Alimentaire FBSA MOSO » mis en œuvre dans les communes de Cendajuru, Gisoru et Kinyinya est maintenant doté d'un nouveau coordinateur, M. Nabor Barancira qui vient de remplacer M. Salvator Kaboneka. Effectué le 1er avril 2015, ce réaménagement interne a été dicté par le besoin de la

Dans le même ordre d'idées, il a eu à coordonner la mise en œuvre du Projet OSRO/BDI/709/EC « Appui à la production vivrière, phase 2 qui s'occupait de la formation des moniteurs agricoles sur l'ensemble du pays, en étroite collaboration avec une équipe de formateurs du MINAGRIE.

Il a eu une longue et riche expérience au sein du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, où il a occupé divers postes respectivement de Chef de Service, de Directeur et de gestionnaire de projets notamment de développement rural dans plusieurs composantes telles que la planification, la mise en œuvre, le suivi-évaluation, le renforcement des capacités des organisations de producteurs.

M. Salvator KABONEKA qu'il vient de remplacer avait coordonné le FBSA Moso depuis septembre 2013 jusqu'au moment où il a rejoint son poste de Professeur à temps plein à la Faculté des Sciences Agronomiques de l'Université du Burundi. Kaboneka était essentiellement expert dans le do-

continuité de ce Programme.

Avant d'être affecté à son nouveau poste de travail, M. Nabor Barancira, a travaillé comme expert au sein du Projet «Projet Régional pour l'amélioration de la sécurité alimentaire dans les districts transfrontaliers du Burundi, de la République Démocratique du Congo, du Rwanda et de l'Ouganda en appui à la modernisation de l'Agriculture dans le cadre du NEPAD»- GCP/RAF/391/ITA. La confiance placée en lui vient confirmer son expérience avérée dans la coordination des projets.

Ingénieur Agronome depuis 1983, M. Barancira a rejoint l'équipe de la FAO en juillet 2002 comme expert national en formation-vulgarisation agricole au Projet PNUD/FAO BDI/002/006 « Appui à la Sécurité Alimentaire et à la Gestion de l'Environnement » et ensuite au Projet UTF/BDI/026/ « Projet de Repeuplement du Cheptel au Projet de Développement Agro-Pastoral du Bututsi » sur financement du Fonds Africain de Développement « FAD » et exécution par la FAO avant d'être désigné comme Consultant national, spécialiste en formation et vulgarisation agricoles à la



La Ministre Odette KAYITESI s'exprimant devant
Les participants lors d'une descente au Projet

Coordination des Opérations Agricoles d'Urgence et de Réhabilitation de la FAO (FAO/CAUR).

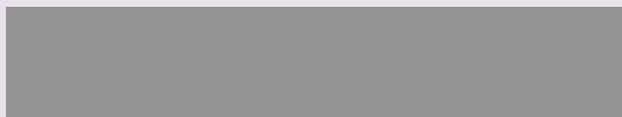


Descente des partenaires du FBSA chez un multiplicateur des semences appuyé par ce programme à Kinyinya

maine des semences et plants.

Au sein du FBSA Moso l'appui de la FAO contribue plus particulièrement à l'Objectif spécifique 3 du programme « Renforcer les capacités des acteurs pour l'analyse, la planification, la mise en œuvre et la coordination de stratégies de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition aux niveaux national, local et du programme » et à son Résultat 3.2. « Les capacités du MINAGRIE pour la coordination globale du programme FBSA sont renforcées ».

Barnabé NDAYIKEZA



PROJET TAMP KAGERA : LA VITESSE SUPERIEURE EST ENGAGEE.

Le projet TAMP Kagera se démarque, dans son initiative de combattre la faim et la malnutrition à travers la promotion du mouvement coopératif.

En effet, cela est en passe de se matérialiser par la restruc-

ture de la création des coopératives est une recherche de la pérennisation des interventions des Champs Ecoles des Producteurs (CEP) sur terrain.

L'idée qui sous-tend la création des coopératives est une recherche de la pérennisation des interventions des Champs Ecoles des Producteurs (CEP) sur terrain.

Soulignons que des certificats seront remis aux membres



Membres d'un Champ Ecole de Producteurs encadré par TAMP Kagera à Gitega en train travailler dans une pépinière d'oignons

turation des Champ-Ecole des Producteurs en coopératives (CEP) connues en anglais comme Farmer Field Schools (FFS). D'ici peu, une dizaine de CEP formeront une série de coopératives. Six CEP formeront deux coopératives dans les com-



Une pépinière de caféiers installée par un Champ-Ecole des Producteurs encadré par TAMP Kagera à Gitega

munes de Kayokwe et Nyabihanga dans la province de Mwaro; deux CEP de la commune Gishubi constitueront une autre coopérative ; tandis que dans la commune de Giheta, ce sont deux autres CEP qui donneront naissance à une coopérative. Deux autres coopératives seront créées successivement dans les provinces de Karuzi et Kirundo.

Après l'établissement de ces coopératives, un renforcement des capacités organisationnelles et techniques des bénéficiaires sera organisé.

Des réseaux d'échanges basés sur la proximité géographique de ces coopératives seront établis.



Le Représentant de la FAO au Burundi, M. Mohamed HAMA GARBA et le Secrétaire Permanent du MINAGRIE , M. Joseph NDUWIMANA, supervisant les activités de protection d'une rivière par bambous

des CEP ayant terminé leur curricula. Une partie des membres des CEP va créer et animer des CEP de deuxième génération.

Notons que le projet TAMP Kagera a accompli de nombreuses réalisations en matière de gestion des ressources naturelles, de promotion de l'agriculture et de l'élevage et diverses activités génératrices de revenus des ménages bénéficiaires.

Salvator NDABIRORERE

LISEZ FOCUS,
VOTRE BULLETIN

ÉRADIQUER LA PESTE DES PETITS RUMINANTS POUR 2030

José Graziano da Silva, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
Bernard Vallat, Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE)



M. Bernard Vallat, DG/OIE

L'éradication totale d'une maladie sur l'ensemble de la planète est pour l'humanité un événement aussi extraordinaire que l'invention d'Internet ou les premiers pas sur la Lune.

Deux maladies graves ont déjà été éliminées et nous souhaitons profiter de cette dynamique pour lancer la bataille contre un troisième fléau. Les deux maladies déjà éradiquées sont la variole, à qui l'humanité a payé un lourd tribut, et la peste bovine, une maladie chroniquement dévastatrice à l'origine de bien des épisodes de famine. La maladie que nous proposons comme troisième cible est souvent mortelle chez les ovins et les caprins et provoque des effets ravageurs sur des centaines de millions de petits éleveurs dont les moyens de subsistance reposent sur la viande, le lait et d'autres produits issus de leur troupeau.

Cette maladie est la peste des petits ruminants (PPR), désignée également par ce terme français dans d'autres langues. Elle peut détruire des troupeaux entiers non vaccinés en l'espace de quelques jours. La PPR est une candidate idéale à l'éradication totale car il n'existe qu'une seule souche virale contre laquelle un vaccin efficace a été mis au point. C'est pourquoi les organisations que nous dirigeons lancent conjointement une campagne sur 15 ans pour éradiquer cette maladie, ce qui ne sera possible qu'avec l'implication des régions et des pays. D'ici à 2030, le monde devrait être indemne de PPR.

Pourquoi cibler la PPR ?

Depuis sa première identification en 1942 en Côte d'Ivoire, la maladie s'est répandue en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie centrale et en Asie du Sud, et a plus récemment traversé la Chine. Elle est présente dans plus de 70 pays à ce jour. Si aucune mesure n'est prise, on peut prévoir sa propagation à l'Afrique australe, à l'Asie du sud-est et à la Mongolie. La plupart des pays du bassin méditerranéen sont également exposés au risque.

La PPR n'affecte pas directement la santé de l'homme mais compromet gravement la subsistance de millions de petits éleveurs pauvres. Lorsque leurs troupeaux meurent, les éleveurs des zones rurales et leurs familles s'enfoncent encore plus dans la pauvreté, accentuant la malnutrition chez ces personnes qui ont souvent perdu leur unique bien.

L'éradication de la peste bovine (menée par la FAO et l'OIE et achevée en 2011) a montré que la volonté politique, l'engagement économique et la pleine implication des Services vétérinaires, y compris des vétérinaires praticiens, des petits éleveurs locaux, des pastoralistes et des agriculteurs, ont permis d'éradiquer totalement une maladie dévastatrice qui frappait plus de 120 pays en Afrique, en Asie et en Europe.

Nous devons profiter de la dynamique enclenchée par cette victoire récente sur la peste bovine pour éradiquer une autre maladie en s'inspirant du même modèle.

Une composante clé de la stratégie est la consolidation des systèmes vétérinaires. Le renforcement des Services vétérinaires (composantes privée et publique) contribue directement à la santé de l'homme, à la sécurité sanitaire des aliments et à la protection contre des menaces telles que la rage, la brucellose, le virus Ebola ou les micro-organismes antibiorésistants qui trouvent leur origine dans l'environnement ou chez les animaux. La confiance des consommateurs repose aussi sur les systèmes vétérinaires d'inspection réglementaire et sur l'assurance de la conformité.

Les pays en développement comptent quelque 500 millions de petits éleveurs dont une grande partie tire ses moyens de subsistance des petits ruminants (viande, lait et autres produits). L'éradication fait sens sur le plan économique car elle supprimera définitivement les répercussions socio-économiques négatives de la maladie et se traduira par des économies estimées à près de 2 milliards de dollars par an. En d'autres termes, l'ensemble des budgets investis dans cette initiative devrait être récupéré dans les quelques années faisant suite à l'éradication de la PPR.

Les ovins et les caprins sont des créatures remarquables. Ces animaux qui ont la réputation d'être résistants peuvent survivre dans des zones sèches et rocheuses dans lesquelles les bovins et d'autres animaux domestiques périraient. Ces espèces sont moins chères à l'achat que les bovins et ont un taux de reproduction plus élevé. Typiquement, les hommes s'occupent des bovins tandis que les femmes vendent le lait, la viande, la laine et les peaux provenant des ovins et des caprins. Les femmes et les enfants constituent la majorité des personnes qui gardent et soignent les petits ruminants.



M. José Graziano da Silva, DG/FAO

Au total, nombreuses sont les catégories qui devraient bénéficier de l'éradication de la PPR : paysans et pastoralistes, négociants, détaillants, transporteurs,

personnes chargées de l'abattage, de l'habillage des carcasses et du traitement des peaux, revendeurs. Les consommateurs devraient également en bénéficier, en termes à la fois d'accès aux aliments et d'avantages nutritionnels.

La campagne mondiale visant à éradiquer la PPR sera lancée officiellement à l'occasion d'un colloque organisé du 31 mars au 2 avril conjointement par la FAO et l'OIE, avec le soutien du gouvernement de la Côte d'Ivoire. Ce colloque réunira les ministres et d'autres représentants des pays touchés ou à risque ainsi que des bailleurs de fonds, le secteur privé, la société civile et des scientifiques qui affirmeront leur soutien politique au contrôle et à l'éradication de la PPR ainsi qu'à l'amélioration de la santé des petits ruminants dans le monde, et reconnaîtront le rôle-clé des systèmes vétérinaires nationaux.

On pourrait pratiquement parler d'une armée en ordre de marche. Si nous allons tous dans le même sens, nous aurons éliminé d'ici à 2030 une autre maladie animale dévastatrice, au profit de centaines de millions de personnes. Cela ne vaut-il pas quelques efforts ?

UN PROJET MULTI ACTEURS EN APPUI AUX INITIATIVES EN COURS DANS LES PROVINCES DE NGOZI ET MWARO.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet intégré d'appui des moyens d'existence des populations des provinces Ngozi et Mwaro par l'intensification durable et efficiente de l'agriculture (FMM/GLO/112/MUL), une mission de supervision technique dudit projet en provenance de la FAO à Rome a été effectuée du 22 au 29 Mars 2015 au Burundi.

En plus des réunions de consultation avec les partenaires à Bujumbura, une descente sur terrain a été réalisée dans les provinces de Ngozi et de



Une concertation à l'occasion de la mission

Mwaro où sont exécutés les projets Scaling Up Nutrition(SUN) et TAMP Kagera.

L'objet de la mission était d'échanger avec les responsables sur les réalisations des deux pro-



Une animation par des bénéficiaires desdits projets

Urbaine et péri Urbaine(HUP), afin d'analyser ensemble les synergies possibles. Notons que les activités à impact direct seront privilégiées dans la première phase du projet pour capitaliser les premiers résultats de ces projets dans l'avenir.



Photo de famille avec les bénéficiaires

Rappelons que le projet Scaling Up Nutrition s'attèle à la lutte contre la malnutrition.

Le projet Horticulture Urbaine et péri -urbaine s'était penché sur la promotion des activités horticoles, tandis que TAMP Kagera met en œuvre des activités en matière de gestion des ressources naturelles, de promotion de l'agriculture et de l'élevage et diverses activités génératrices de revenus des ménages bénéficiaires.

Gustave NTARAKA

ANNONCE

La FAO célèbre cette année 2015, son 70ème anniversaire. Ce sera une occasion de démontrer :

- ses réalisations pendant les décennies passées;
- son impact dans l'amélioration des vies des peuples et sa capacité d'affronter les défis futurs

jets partenaires, et celles du projet Horticulture



Une ONU
forte pour
un monde
meilleur.

L'année 2015 corres- pond au 70ème anniver- saire de l'ONU

JOYEUX ANNIVERSAIRE AU SYSTÈME
DES NATIONS UNIES

QUI SOUFFLE SES SOIXANTE-DIX BOUGIES



Tous droits réservés. La FAO encourage la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Les utilisations à des fins non commerciales seront autorisées à titre gracieux sur demande. La reproduction pour la revente ou à d'autres fins commerciales, y compris à des fins didactiques, pourra être soumise à des frais. Les demandes d'autorisation de reproduction ou de diffusion de matériel dont les droits d'auteur sont détenus par la FAO et toute autre requête concernant les droits et les licences sont à adresser par courriel à l'adresse copyright@fao.org ou au:

Chef de la Sous-division des politiques et de l'appui en matière de publications, Bureau de l'échange des connaissances, de la recherche et de la vulgarisation, FAO, Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome, Italie

Mise en page:

Barnabé Ndayikeza

Comité de lecture

Barnabé Ndayikeza
Baudelaire NDAYISHIMIYE
Nabor Barancira
Evelyne Nduwimana
Prosper Ruberintwari
Anne-Marie Kavakure
Alain Ndakoze

Photos de couverture:

©FAO/Gustave Ntaraka

Représentation de la
FAO au Burundi
Bujumbura BP 1250
Tel. +257 22 20 60 00
FAO-BI@fao.org
coin.fao.org/cms/world/burundi